

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEM

17 avenue de Rochetaillée
BP 117
42010 Saint-Étienne

Références : UID4243-EAR-24-473

Code AIOT : 0006103464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement STEM implanté 17 avenue de Rochetaillée 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEM
- 17 avenue de Rochetaillée 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006103464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société STEM est spécialisée dans les dépôts chimiques ou électrochimiques pour la protection ou la décoration des métaux.

Thèmes de l'inspection :

- Air, rejets aqueux, détection incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux	AP Complémentaire du 25/06/2024, article 2.2.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Suivi inspection 2023 – Désenfumage	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	Demande d'action corrective	6 mois
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement et consommation d'eau	AP Complémentaire du 25/06/2024, article 2.1.1	Sans objet
3	Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II	Sans objet
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de mettre en évidence :

- l'exploitant dispose d'une détection incendie (disposition rendu applicable au 1er juillet 2024 aux installations existantes par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 modifié),
- des actions complémentaires sont nécessaires pour améliorer la qualité des rejets aqueux,
- il n'existe toujours pas d'équipements permettant le désenfumage des installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2024, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réutilisation des eaux usées traitées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est autorisé à réutiliser les eaux usées traitées issues de la station d'épuration physico-chimique interne à l'établissement (Cet équipement assure l'épuration des effluents usés issus de la ligne de traitement de surface). Ces eaux usées traitées sont utilisées pour alimenter en eau les baignoires de rinçage de la ligne de traitement de surface.</p>

<p>Les canalisations transportant ces effluents sont efficacement repérées.</p> <p>Un dispositif de mesure totalisateur est installé sur la (les) canalisation(s) de prélèvement des eaux usées traitées en provenance de la station d'épuration afin que l'exploitant soit en capacité de justifier de la quantité d'eau réutilisée. Ce dispositif est relevé dans les mêmes conditions (fréquence, enregistrement) que ceux installés sur les installations de prélèvement visées ci-dessus.</p> <p>Les équipements de réutilisation des eaux usées traitées doivent être conçus et réalisés, conformément aux règles de l'art, de manière à ne pas présenter de risque de contamination vis-à-vis des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le moment, l'exploitant ne s'est pas engagé dans le recyclage des effluents issus de la station d'épuration physico-chimique interne à l'usine.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2024, article 2.2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface doivent, après épuration, respecter les caractéristiques suivantes avant rejet dans le réseau d'eaux usées communal de la ville de Saint-Etienne et en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux usées, eaux pluviales...) non chargées de produits toxiques. (voir tableau figurant dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/06/2024)</p>
<p>Constats :</p> <p>De nouvelles valeurs limites d'émission (VLE) sont applicables pour les rejets aqueux de l'entreprise depuis le 25 juin 2024. En regard du précédent arrêté, elles ont été revues à la baisse compte tenu du débit d'étiage du milieu récepteur et des NQE (norme de qualité environnementale) applicables.</p> <p>Un examen des résultats saisis sur Gidaf pour la période août - octobre 2024 montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> des dépassements réguliers du débit horaire en pointe (max mesuré: 4,9 m³/h en octobre, VLE : 2,7 m³/h). Cette valeur limite d'émission a été fixée à partir du débit maximal retenu pour permettre un bon fonctionnement de l'ouvrage épuratoire (Cf ETE déposée par l'exploitant, étape limitante : floculation). Le volume maximal journalier de 65 m³/j n'a pas été dépassé sur la période observée. Ag : dépassement en concentration (mesuré : 0,031 mg/L, VLE : 0,003 mg/L) et en flux (mesuré : 1,6 g/j, VLE : 0,2 g/j) lors d'un contrôle inopiné. Un évapo-concentrateur est installé pour traiter les effluents des bains de rinçage après argenture (pas d'envoi de ces effluents vers la STEP interne). Les concentrations résiduelles mesurées au niveau du rejet final sont liées à des résidus encore présents sur les pièces après rinçage. Zn : un dépassement en concentration (mesuré : 2,33 mg/L, VLE : 2 mg/L), pas de dépassement en flux. Cu : plusieurs dépassements en concentration (max mesuré : 1,37 mg/L, VLE : 1 mg/L), en flux maximal journalier (max mesuré : 169 g/j, VLE : 54 g/j) et en flux moyen mensuel (max

mesuré : 79,9 g/j, VLE : 27 g/j). A noter que les flux journaliers les plus importants ont été mesurés en juillet. Depuis septembre, ce flux n'a pas dépassé 80 g/j.

Au cours des échanges, l'exploitant a indiqué vouloir travailler sur les pistes suivantes :

- maîtrise des débits de pointe : ces pics de débit seraient liés à des vidanges de baignoires. L'exploitant a indiqué vouloir questionner un bureau d'étude spécialisé pour évaluer l'impact de ces pics sur les performances de la STEP. Une piste de travail pourrait être d'augmenter le volume de la cuve de floculation (organe limitant).
- éléments métalliques : la source principale de Cu serait la vidange du bain de décapage Cu sur la ligne Sn-Ag. L'exploitant a réalisé des tests pour effectuer un prétraitement du bain sur résine avant envoi vers sa station interne => les résultats n'ont pas été concluants. L'exploitant a indiqué vouloir mener des actions pour réduire les niveaux de rejets en sortie de station, et ainsi améliorer la qualité des rejets sur tous les éléments métalliques. Les filtres à poches déjà installés ne permettent pas d'atteindre les résultats espérés. Une piste de travail pourrait être la mise en place d'un filtre à bandes en sortie du décanteur (pour limiter les MES) et la mise en place de traitements de finitions au niveau du rejet final (résines, fibres...). Un essai pilote sur site de finition par fibres sera prochainement réalisé (essais en labo en cours).

Cas de l'autosurveillance pour Ag : La majorité des résultats saisis dans Gidaf dans le cadre de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant montrent une concentration de 0 µg/L. La technique d'analyse mise en œuvre par l'exploitant permet d'avoir une limite de détection de 30 µg/L et une limite de quantification de 90 µg/L, supérieures à la valeur limite d'émission de 3 µg/L.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Les premiers résultats d'autosurveillance depuis la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juin 2024 montrent des dépassements des valeurs limites d'émission pour les paramètres débit horaire, Ag, Cu et Zn.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un plan d'actions décrivant les solutions qu'il compte mettre en œuvre. Les échéances de réalisation seront précisées sur la base d'un argumentaire technico-économique.

Observation : Pour le cas des analyses de Ag, sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera le coût des équipements qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour disposer d'une LD et une LQ compatibles avec la valeur limite d'émission de 3 µg/L. En attendant, pour le cas particulier de ce paramètre, lors des saisies sur Gidaf et lorsque l'analyse montre une concentration inférieure à la LD, l'exploitant peut saisir une valeur de 0 mais veillera à indiquer en commentaire : résultat inférieur à LD de 30 µg/L.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles externes de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. <u>Suivi inspection 2023, point de contrôle n°6 (observation) :</u> Dès le prochain contrôle externe de recalage, l'exploitant doit veiller, à chacun de ces types de contrôle, à réaliser une inter-comparaison avec son propre matériel.
Constats : La visite a permis de constater que l'exploitant a bien pris en compte l'observation de la précédente inspection : une inter-comparaison systématique est réalisée lors des contrôles externes de recalage trimestriels. Un tableau de suivi est renseigné. L'exploitant a justifié avoir réalisé un étalonnage du photomètre utilisé pour l'autosurveillance en novembre 2024 (étalonnage réalisé en interne à partir d'un kit spécifique).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2009, article Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter, avant toute dilution, les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (1013 hPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). (voir annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2009).
Constats : Le rapport d'analyses faisant suite aux prélèvements réalisés le 23 septembre 2024 montre des dépassements des valeurs limites d'émission pour les paramètres et points de rejets suivants : <ul style="list-style-type: none">• EM1, Zn : valeur mesurée = 1,76 mg/m³, VLE = 0,5 mg/m³,• EM2, Cu : valeur mesurée = 0,08 mg/m³, VLE = 0,02 mg/m³,• EM3, Cu : valeur mesurée = 0,06 mg/m³, VLE = 0,02 mg/m³,• EM5, Zn : valeur mesurée = 1,10 mg/m³, VLE = 0,5 mg/m³,• EM6, Zn : valeur mesurée = 1,01 mg/m³, VLE = 0,5 mg/m³. Compte tenu des écarts relevés en regard de la précédente campagne d'analyses, le laboratoire a effectué des vérifications des contrôles qualités et des contre-analyses. Il n'a pas été mis en évidence d'anomalie. Les résultats ont été confirmés.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir modifié les débits d'aspiration. Un nettoyage complet des installations est réalisé une fois par an, le dernier ayant été effectué au cours de l'été 2024. Dans ce contexte, il n'est pas en mesure de donner une explication à ces dépassements. Il souhaite refaire une campagne d'analyses rapidement pour confirmer (ou non) les résultats.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non-conformité : Les résultats de la dernière campagne d'analyses des rejets atmosphériques montrent des dépassements des valeurs limites d'émission imposées.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant réalisera une nouvelle campagne d'analyses afin de vérifier l'évolution des niveaux de rejets. L'exploitant veillera à ce que, le jour du prélèvement, les conditions de fonctionnement des installations permettent de réaliser des analyses représentatives.

Les résultats de ces nouvelles analyses seront transmis dès leur réception à l'inspection.

En cas de nouveaux dépassements, un plan d'actions visant à la mise en conformité des rejets sous un délai de 6 mois sera mis en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Suivi inspection 2023 – Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II

Thème(s) : Risques accidentels, Présence de DENFC

Prescription contrôlée :

Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »

Suivi inspection 2023, point de contrôle n°8 (non-conformité) :

Non-conformité : Les installations ne respectent toujours pas les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

L'inspection note que l'exploitant engage des démarches pour la mise en conformité des installations, malgré les difficultés rencontrées.

Sous un délai de 6 mois, un nouveau point d'étape sera transmis à l'inspection (acquisition des bâtiments, devis mis à jours). En l'absence d'éléments justifiant de la volonté de mettre en conformité les installations, il pourra être proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du Code de l'environnement.

Constats :

La visite a permis de constater que des dispositifs de désenfumage n'ont toujours pas été installés.

L'exploitant a toutefois confirmé son positionnement affiché lors de la précédente inspection : les travaux de mise en conformité seront réalisés lorsqu'il sera propriétaire de la totalité des bâtiments (actuellement en indivision).

En 2023, l'exploitant n'était propriétaire que de 40 % du site. Comme il s'y était engagé, il a acquis 40 % supplémentaires en juillet 2024. Il est donc propriétaire de 80 % de l'indivision.

Il a déclaré avoir relancé le dernier propriétaire (20 %) au cours du 4eme trimestre 2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Non conformité : Les installations ne respectent toujours pas les dispositions de l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. Considérant que l'exploitant a respecté ses engagements pour acquérir les bâtiments, il n'est pas proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Sous un délai de 6 mois, un nouveau point d'étape sera transmis à l'inspection. Dès qu'il aura acquis les 20 % restants, un plan d'actions sera transmis à l'inspection pour la mise en conformité des installations, avec un objectif de mise en conformité sous un délai de 12 mois à compter de l'acquisition.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.II

Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'une détection

Prescription contrôlée :

« II. Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé :

« - dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;

« - dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface.

« Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration.

« Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.

Constats :

L'ensemble des locaux est équipé d'un système de détection incendie.

Une détection entraîne une alarme sonore et un appel téléphonique vers des personnes désignées.

Des sondes de température sont également positionnées dans les gaines d'aspiration des vapeurs de bains.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.III
Thème(s) : Risques accidentels, Asservissement détection
Prescription contrôlée : III. Le déclenchement d'une alarme incendie entraîne l'arrêt automatique des systèmes susceptibles de propager l'incendie (système d'aspiration des vapeurs des bains, chauffage des bains). A tout moment, cette alarme est transmise à une personne en capacité de déclencher les procédures d'urgence définies par l'exploitant.
Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, le déclenchement d'une alarme incendie coupe l'aspiration des vapeurs de bains mais n'arrête pas le chauffage des bains. Par courriel daté du 29 novembre 2024, il a indiqué avoir modifié les asservissements de la ligne Cuivre-Etain-Argent pour faire en sorte qu'une détection de température dans les gaines coupe à la fois l'aspiration et la chauffe des bains.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Non-conformité : Une détection de température élevée au niveau des aspirations des vapeurs ne coupe pas la chauffe des bains pour la totalité des lignes de traitement du site (cas des lignes Zinc Bain Mort et Zinc Tonneaux). Les travaux de mise en conformité nécessaires devront être réalisés sous un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10.IV
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien détection
Prescription contrôlée : « IV. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leurs fonctionnalités et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. « L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. « Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Constats :

Un plan situé à proximité de la centrale incendie permet de visualiser la liste des détecteurs, leur positionnement et leur technologie.

L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée pour qu'une vérification des installations soit réalisée au moins une fois par an. La dernière vérification a été réalisée le 25 septembre 2024, l'exploitant a présenté un certificat Q7 justifiant de l'absence de dysfonctionnement et ne proposant aucune amélioration. Il ne dispose toutefois pas d'un rapport de vérification détaillé permettant de connaître la liste des détecteurs vérifiés, la nature des tests réalisés...

Pour le cas des détecteurs de température dans les gaines d'aspiration, l'exploitant effectue un contrôle de bon fonctionnement des asservissements une fois par mois. Le test est réalisé en modifiant la consigne de la température. Ces sondes de température ne seraient pas prises en compte lors du contrôle annuel par l'entreprise spécialisée.

L'exploitant enregistre ces vérifications sur des tableaux informatiques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation : Lors du prochain contrôle annuel du système de détection incendie par une entreprise spécialisée, l'exploitant veillera à ce que les sondes de température soient intégrées à ce contrôle, celles-ci faisant partie du dispositif général de détection. Il devra disposer d'un rapport de contrôle détaillé justifiant de la nature des contrôles réalisés et des équipements contrôlés, en complément de l'attestation Q7.

Type de suites proposées : Sans suite